

DÉCRYPTAGE

# L'entreprise à but d'emploi (EBE)

Il suffit d'être privé d'emploi depuis plus d'un an et de vivre sur le territoire depuis plus de six mois pour décrocher un CDI, adapté à ses capacités, ses envies, ses horaires et, quand il y a lieu, à sa situation de handicap. Dans les entreprises à but d'emploi (EBE), portées par l'association Territoire zéro chômeur de longue durée, le salarié n'est pas le problème mais la solution.



Les EBE ont pour vocation de proposer à toute personne privée d'emploi un travail adapté à son savoir-faire, à temps choisi.

**P**as besoin de CV ni de lettre de motivation. Peu importe l'âge, le niveau de qualification, la reconnaissance ou non d'un handicap, les origines sociales ou les pratiques religieuses. Seules conditions pour décrocher un sacro-saint CDI dans une entreprise à but d'emploi (EBE) ? Résider sur le territoire depuis plus de six mois et être chômeur depuis plus d'un an. Une chance inespérée pour beaucoup, une bouée de sauvetage pour d'autres. « Cela va me permettre de remettre le

*pied à l'étrier, de reprendre confiance en moi et d'étoffer mon CV », se réjouit Adeline, 33 ans, au chômage depuis trois ans, actuellement sur la liste d'attente pour intégrer l'Esiam, l'EBE du territoire de Mauléon (79). Une opportunité que n'espérait plus l'ancienne employée commerciale, atteinte d'une sclérose en plaques. Désormais, sa maladie n'est plus un obstacle. Elle se verra prochainement offrir un travail en adéquation avec ses attentes, ses envies et surtout ses contraintes.*

« Notre rythme est établi par nos salariés », atteste le directeur de l'Esiam, Christophe Bouton. « Nous nous adaptons, même si cela doit nous faire arrêter un atelier rentable. Par exemple, on s'est rendu compte que le repassage que nous proposons aux gîtes de la région ne leur convenait pas, du fait, pour certains, de leurs soucis de santé. On a donc stoppé l'activité. »

## Issue de la loi expérimentale

Mais qu'est-ce que cette entreprise ouverte à tous, plus soucieuse du bien-être de ses salariés que de sa rentabilité ? Cette EBE, comme les 12 autres que compte aujourd'hui la France, est issue de la loi expérimentale du 29 février 2016, portée par l'association Territoire zéro chômeur de longue durée. L'idée étant de proposer à toute personne privée d'emploi résidant sur l'un des 10 territoires définis par ladite loi – des bassins de 5 000 à 10 000 habitants – un travail adapté à leur savoir-faire, à temps choisi. Cet objectif implique une réelle capacité d'adaptation de la structure accueillante, sachant que 30 % des 941 salariés que compte l'ensemble des EBE sont en situation de handicap. Des référents formés par l'Agefiph ont ainsi intégré les équipes des entreprises de la Métropole européenne de Lille (59), du pays de Colomby et du

Sud Toulinois (54). Quant à Tezea, l'EBE du territoire de Pipriac et Saint-Ganton (35), elle a fait l'objet d'un audit mené par un cabinet d'ergothérapie pour identifier ses besoins. La souplesse de ces structures est telle que, comme l'explique Emma, responsable de l'atelier Services à la personne à l'Esiam de Mauléon : « *Le travail peut changer d'une heure à l'autre suivant l'état physique d'un salarié. Nous restons en permanence à son écoute.* »

Et pour en finir avec la précarité, ces personnes privées d'emploi se voient offrir un CDI, rémunéré au Smic. Des CDI financés à 70 % par le chômage de longue durée perçu auparavant par ces anciens chômeurs (RSA, allocations logement, cotisations sociales



© Laurine



© DR

« *Notre rythme est établi par nos salariés* », atteste Christophe Bouton, le directeur de l'Esiam.

perdues, etc.), et à 30 % par la facturation des prestations des EBE, qui vont du démantèlement de menuiseries en passant par l'atelier d'auto-réparation de vélos, jusqu'à la fabrication de couches lavables, le maraîchage bio et la construction de toilettes sèches. Ces activités, si diverses soient-elles, généralement situées dans les domaines de la transition écologique et de l'économie solidaire, ont été choisies pour n'être jamais en concurrence avec celles présentes sur le territoire. Par ailleurs, elles doivent répondre à un besoin local. Ce qui fait dire à Clémence Hodeau, directrice de l'association Territoire zéro chômeur de longue durée : « *Le fonctionnement même est inclusif. Nous venons compléter l'offre présente dans les territoires.* » Ces EBE prêtent également main-forte à d'autres structures comme les écoles, où certains salariés s'occupent de la cantine. À Villeurbanne, Leroy-Merlin a fait appel à l'EBE EmerJean pour l'aider à répondre

à des problématiques telles que l'aide au chargement des produits lourds le samedi pour les clients ou encore la gestion du plein d'essence des véhicules de location.

### Les préconisations de Louis Gallois

Non seulement l'entreprise s'insère dans la vie économique, mais elle joue un vrai rôle social au sein même des territoires. Alors que l'activité n'est pas rentable, des salariés de l'Esiam de Mauléon continuent de faire vivre l'épicerie de Saint-Aubin-de-Baubigné, cœur de la commune de 1 300 habitants. En cette période de crise sanitaire, les EBE apportent leur aide aux plus fragiles. L'EBE 58, à Prémery, et Tezea, à Pipriac, ont mis en place un service de courses solidaires, notamment pour les personnes âgées isolées. L'équipe textile de la Fabrique de l'emploi, à la Métropole européenne de Lille, confectionne des masques pour le CHU et sur commande pour les particuliers. À Paris, Avenir 13 et l'association Aurore se relaient pour préparer des paniers-repas destinés aux sans-abri.

Si sur un plan économique des améliorations sont à espérer, car certaines activités peinent à rester viables, sur un plan strictement humain, c'est un succès. « *Les premiers travaux de l'expérimentation permettent de souligner l'amélioration de la situation professionnelle et personnelle des personnes*

*sorties de la privation d'emploi* », relevait le comité scientifique d'évaluation dans son rapport intermédiaire de novembre dernier. Walter, employé de l'Esiam, en est l'exemple même. « *Le matin, je vais au travail avec le sourire* », affirme l'ancien militaire qui a connu des problèmes de dépression. « *J'y ai trouvé un équilibre et même une famille.* » Emma, présente en 2016 aux prémices du projet, a essayé beaucoup de refus par le passé à cause de son handicap. Aujourd'hui, elle s'occupe d'une petite équipe au sein de divers ateliers. « *Ce n'est pas comme une entreprise classique, précise-t-elle. Nous sommes des encadrants mais il n'y a pas de hiérarchie. Nous ne sommes pas des cheffes, mais des guides. On réfléchit sur les projets tous ensemble.* » Certes, comme toute première expérience, celle-ci reste perfectible. Louis Gallois, président du Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, a pointé plusieurs axes de réflexion, parmi lesquels, notamment, la formation des salariés, afin d'accroître leur valeur ajoutée, ainsi que le modèle économique de l'EBE. Des aspects que devra prendre en compte la deuxième loi, attendue avant la fin de l'année. Celle-ci doit permettre la création d'autres entreprises aussi inclusives que les premières. Plus d'une centaine de projets se sont d'ores et déjà portés candidats.

► Cécile Fournier